

RESUME DES CONCLUSIONS POLITIQUES DU BUREAU EXECUTIF DE CGLU

« LES SOINS AU CŒUR DE LA PRESTATION DE SERVICES LOCAUX POUR UNE RELANCE INCLUSIVE »

Ce document capture les visions politiques clés partagées tout au long des débats dans le cadre du Bureau exécutif de CGLU et sera intégré dans le travail de l'Organisation dans différents domaines. Il servira également de base pour structurer les discussions en vue de l'élaboration du débat pluriannuel sur le Pacte pour l'avenir.

1. La pandémie nous a montré que nos villes et territoires ne seront plus jamais les mêmes. Les gouvernements locaux et régionaux réunis au sein de CGLU sont déterminés à utiliser cette opportunité pour construire un avenir meilleur. Un avenir qui place les soins au centre de la prestation des services locaux et de l'élaboration des politiques.
2. Dans le contexte d'une transformation sans précédent et en s'appuyant sur les leçons apprises en 2020, reflétées dans le Décalogue de CGLU, les membres du Bureau exécutif de 2021, se sont engagés dans des débats faisant avancer la conversation pour définir quels sont les besoins de nos communautés et ce que signifie développer des sociétés qui prennent réellement soin. La solidarité affichée par les gouvernements locaux et régionaux, l'importance des prises de décisions locales et régionales, et l'identification des nouveaux biens communs ont été identifiés comme les tremplins qui nous rapprocheraient de cette nouvelle réalité.
3. Le Pacte pour l'avenir que nous avons été mandaté·e·s pour développer lors de notre dernier Conseil mondial, reste l'objectif pour transformer la façon dont nous nous relierons les un·e·s aux autres, avec la planète, et avec nos institutions, en s'appuyant sur le cadre des Objectifs de développement durable. Dans le contexte du Bureau exécutif de CGLU, les gouvernements locaux et régionaux ont poursuivi la conversation pour définir les nouveaux éléments essentiels, en appelant à transformer nos sociétés en sociétés qui prennent soin.
4. Notre Bureau exécutif, qui a coïncidé avec la journée mondiale de sensibilisation à l'accessibilité, a vu nos membres réaffirmer leur engagement à développer nos villes en plaçant l'équité et l'inclusion au centre, alors que nous façonnons et définissons un nouveau contrat social qui fonctionne pour les personnes, pour la planète et pour les gouvernements.
5. Nous devons donner la priorité à une approche centrée sur les personnes dans la manière dont nous concevons les espaces publics, tant numériques que physiques, et les services publics, en plaçant les soins et les droits humains au cœur du développement durable. Ce n'est qu'en favorisant les nouveaux biens communs, en planifiant nos villes et nos vies en tenant compte de ces nouveaux éléments essentiels, que nous serons en mesure de répondre aux besoins de nos sociétés à l'ère post-COVID.

Redéfinir les éléments essentiels

6. Ces derniers mois ont été marqués par une prise de conscience importante : nous sommes maintenant plus conscient·e·s que jamais que la culture est essentielle ; que la technologie au service de toutes les communautés est essentielle ; que l'accès aux soins de santé universels est essentiel ; que le fait d'avoir le temps de profiter de nos vies dans la dignité est essentiel, mais aussi que la revitalisation de la mise en œuvre des droits humains et la prise en compte d'une nouvelle génération de droits seront essentielles. Nous nous engageons à protéger ces nouveaux éléments essentiels, et nous appelons toutes les parties prenantes à le faire alors que nous avançons vers le renouvellement du contrat social.
7. La mobilité humaine est un droit humain et un élément essentiel de notre Pacte pour l'avenir. Nous travaillons à façonner une voix mondiale qui représente pleinement nos valeurs, notre diversité, nos espoirs et notre force en tant que réseau. La proposition de Charte de Lampedusa présentée pendant notre Bureau consacre les visions, les engagements et les appels des gouvernements locaux et régionaux concernant toutes les formes de mobilité humaine et tous les aspects de la diversité. Elle fera partie intégrante de la transformation du récit autour de la migration, mais aussi de la transformation de la façon dont le phénomène est perçu et dont il se produit, en établissant des liens entre les villes d'où partent les personnes et celles où elles arrivent.
8. Il est essentiel de redéfinir la coopération au développement et le rôle que les gouvernements locaux et régionaux y jouent. Nous avons besoin de plus de connexions entre les villes afin de construire une action collective pour faire face aux défis, et nous devons renforcer cette action en reliant les politiques de coopération au développement des gouvernements locaux et nationaux.
9. Nous devons développer une approche féministe de la politique, en créant un environnement propice à la représentation des femmes et des filles dans les processus décisionnels, et en adoptant l'égalité dans tous les domaines de la vie. Nous devons aller au-delà de l'égalité, en tant que mouvement municipal féministe, en plaçant les soins, l'empathie, la proximité et la participation des femmes aux décisions locales au cœur de l'agenda.
10. Les gouvernements locaux et régionaux ont compris qu'il est essentiel de repenser nos villes et nos territoires, ainsi que notre façon de travailler, afin que tou·te·s puissent passer du temps à profiter de leur vie dans la dignité. Cela fait également partie de la conception de villes accueillantes pour tou·te·s, et fait partie de ce que notre mouvement municipal féministe vise à apporter à Génération Égalité à Paris, en s'appuyant sur notre travail à Mexico, et avec le féminisme comme pierre angulaire de notre Pacte pour l'avenir.
11. Nous devons encourager une nouvelle utilisation de la technologie qui nous aide à renforcer la démocratie, à améliorer la qualité de vie des personnes, à réduire l'utilisation des ressources naturelles et à favoriser le développement des potentiels individuels de nos citoyen·ne·s partout, jeunes et âgé·e·s. Pour cela, il faut responsabiliser les gens, s'assurer qu'ils ont les mêmes compétences et veiller à ce que les responsables des gouvernements locaux soient en mesure de donner aux communautés les moyens de façonner les technologies.
12. Nous devons considérer la culture comme le quatrième pilier du développement durable, comme un élément vital de nos villes et territoires qui nous fait prospérer. La culture doit être au centre de la planification, en lien avec nos espaces publics pour faire de nos villes des lieux de rencontre avec nous-mêmes. Notre relation avec le secteur privé doit changer pour refléter cette orientation.

13. Il est temps de garantir l'égalité d'accès à des villes et des territoires sains, de fournir des vaccins et des soins de santé pour tou·te·s, et d'aménager nos territoires de manière à inclure toutes les personnes. À l'heure où nous traversons la plus grande crise sanitaire et sociale du XXI^e siècle, nous devons transformer nos systèmes en systèmes centrés sur les personnes et fondés sur les droits afin d'être mieux à même de répondre aux épidémies. Alors que nous nous remettons de la pandémie, nous devons veiller à ce que les villes participent à la prise de décisions, et ne soient plus l'arrière-plan des décisions des gouvernements nationaux et des grandes entreprises.

Une nouvelle vision de l'ère urbaine

14. Le monde auquel nous travaillons n'est plus celui des mégapoles. L'ère urbaine est aussi celle qui doit prendre en compte le continuum territorial. Un monde qui prend soin est un monde qui valorise les personnes et les territoires en bonne santé, sous l'impulsion des grandes villes et des villes intermédiaires, les gouvernements régionaux jouant un rôle important d'articulation, de planification et de suivi.
15. La nouvelle ère urbaine devra également inclure une forte composante mondiale dans la gestion et les visions locales. Le lien entre les agendas locaux et mondiaux ne fera que gagner en pertinence à l'avenir et nous aurons besoin de transformations tant au niveau local que mondial, avec un système multilatéral renouvelé pour relever les défis.
16. Dans les décennies à venir, suite aux avertissements que la pandémie nous a donnés, nos villes et nos régions devront développer des mécanismes de gouvernance efficaces qui répondent aux urgences mondiales complexes de notre siècle, en transformant nos systèmes en systèmes véritablement résilients.
17. Contre l'envie de « re-centraliser » de certains gouvernements, la décentralisation doit rester une priorité, et en particulier la décentralisation fiscale. Les gouvernements locaux et régionaux sont des niveaux critiques pour la mise en œuvre de politiques fiscales durables et le renforcement de la résilience. Le renforcement des capacités au niveau local sera nécessaire pour une coopération au développement plus efficace, tenant compte des risques, et pour une plus grande résilience financière. La promotion de nouvelles formes de financement à long terme pour les projets d'investissement durables et résilients et la mise en place de plateformes de dialogue renouvelées pour soutenir la mobilisation des ressources sont essentielles à la réalisation de l'Agenda 2030.
18. Le Nouvel agenda urbain reste essentiel pour accélérer la transformation. Alors que nous entamons son examen et l'étape de Quito+5, notre collectif est prêt à suivre le processus, à veiller à ce que les voix locales soient prises en compte dans l'examen et le suivi du Nouvel agenda urbain, et à aborder cet agenda comme une pierre angulaire pour renforcer la gouvernance nécessaire à la réalisation des Objectifs de développement durable.
19. Dans l'ère post-COVID, le mouvement municipal est conscient que la promotion de la paix et de la résolution des conflits sans violence reste un élément essentiel de tout programme de développement durable. La démocratie locale est un instrument intégral pour protéger les libertés de nos communautés et leur bien-être, et les dirigeant·e·s locaux et régionaux, réuni·e·s au sein de notre Bureau exécutif, ont veillé à réitérer son importance pour développer des villes et des territoires de paix.
20. Le Bureau exécutif a réitéré son appel au cessez-le-feu entre la Palestine et Israël, ainsi que l'appel au rétablissement de la démocratie au Myanmar.
21. Les membres du Bureau exécutif ont également rappelé la nécessité d'assurer la vaccination de tou·te·s, partout dans le monde, et leur soutien à la libération temporaire

des brevets de vaccins afin de permettre une production et une distribution plus rapides et d'atteindre chaque personne partout dans le monde.

22. Ils ont souligné que les nouveaux biens communs et les besoins de nos communautés dans l'après-COVID doivent être à l'avant-plan et au centre de notre Pacte pour l'avenir : pour les personnes, pour la planète, pour le gouvernement. Les dirigeant·e·s de CGLU sont prêt·e·s à être des partenaires essentiels dans cette transformation, et se rejoignent dans l'unité et la détermination. Une réunion virtuelle, jusqu'à ce que nous puissions nous réunir à nouveau.